

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079
66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 21/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL

Parc Ducup - Route de Prades
66000 PERPIGNAN

Références : 2022 – 162 – PR/EX
Code AIOT : 0006604881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL implanté Parc Ducup - Rue de Madrid 66000 PERPIGNAN. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la requête de M. le maire de Perpignan en date du 27/06/2022 et du recours gracieux des riverains en date du 22/06/2022, à l'encontre de la société Sabate Boutan Valorisation et concernant son centre de tri et de traitement de déchets située dans la zone économique St Charles à Perpignan.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE", en particulier les points dénoncés par la plainte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL
- Parc Ducup - Rue de Madrid 66000 PERPIGNAN
- Code AIOT : 0006604881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Historiquement, l'établissement Sabate Boutan, qui a été créé en 2010, exploite une activité de tri de déchets en mélange. En 2013 ont été séparées les branches transport de bennes et tri de déchets en deux entités : respectivement « Sabate Boutan Transport » et « Sabate Boutan Valorisation ».

Cette dernière (SBV) mène sur son site, une activité de tri des déchets non dangereux des entreprises, avant expédition vers les filières de valorisation. SBV dispose à ce titre, depuis 2010 d'un récépissé de déclaration au titre des ICPE pour les rubriques 2714 et 2716 permettant de couvrir les différents flux de déchets en transit et depuis 2013 un récépissé de déclaration relatif à la rubrique 2791 pour la réalisation d'une activité de broyage de bois. Enfin, SBV a été autorisée par arrêté préfectoral n°2022056-0001 du 25/02/2022 à développer sous le régime de l'autorisation, l'activité de traitement des déchets non-dangereux (rubrique 2791) par broyage et sous le régime de l'enregistrement, les activités de collecte et tri / transit / regroupement (rubriques 2710, 2714, 2716) des déchets non-dangereux.

A noter que le secteur économique de « Saint-Charles », constitué par des entrepôts frigorifiques et activités de fret routier et ferroviaire, se situe à proximité immédiate de la zone résidentielle dite du « Parc Ducup ». L'établissement SBV est directement riveraine du lotissement « les résidences du Parc Ducup » dont le permis d'aménager est autorisé en décembre 2011 avec la construction de logements en 2015. Seule la rue de Madrid sépare la zone économique de la zone résidentielle, créant un conflit de voisinage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- propreté
- émissions de poussières
- émissions de bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
3. « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site semble bien tenu. Si les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2022056-0001 du 25/02/2022 ont permis de maîtriser les émissions de poussières, il n'est pas le cas des émissions de bruit avec le dépassement des seuils réglementaires en 2 points de la zone d'émergence réglementée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Délais
9	Bruit: AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Délais
1	Situation administrative: SEUIL DE CLASSEMENT IED	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.1.	Lettre de suite préfectorale	28 jours
3	Poussières: HAUTEUR DES STOCKS	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.5.	Lettre de suite préfectorale	28 jours
7	Bruit: ORIENTATION DU TRAFIC	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.	Lettre de suite préfectorale	28 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Entretien: ESTHETIQUE	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.3.2.
4	Poussières: VOIES DE CIRCULATION	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.4.
5	Pourssières: ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.5.1
6	Poussières: ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.5.2
8	Bruit: HORAIRES D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.3.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 1 fait "avec suites administratives" et 3 faits "susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives" ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

- x Les faits "avec suites administratives" relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, à savoir de mettre en demeure la société SABATE ET BOUTAN VALORISATION de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 9.1.3 de son arrêté d'autorisation sous un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté dont le projet est annexé au présent rapport;
- x Pour les faits "susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives", l'exploitant doit, sous un délai de 28 jours, présenter ses observations et nous transmettre les justificatifs permettant de lever ces écarts.

Enfin, certains points de contrôle jugés conformes, font l'objet d'observation de la part de l'inspection, permettant une amélioration de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative: SEUIL DE CLASSEMENT IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.1.
Thème(s) : Situation administrative, registre de fonctionnement horaire du broyeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de justifier que l'établissement ne relève pas de la rubrique 3532, l'exploitant consigne sur un registre le fonctionnement horaire quotidien du broyeur limité à 60 t/j, en lien avec le registre de gestion du bois de classe A. Ce registre sera fourni dans le rapport environnement annuel et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La précédente inspection du 21/10/2021 réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation, avait révélé que la société SBV dépassait le seuil de classement en déclaration fixé à 10 t/j. L'inspection ayant demandé de justifier du retour immédiat au seuil déclaratif dans l'attente d'une autorisation, SBV a mis en place un registre « broyage » dans lequel est consigné le temps d'exploitation du broyeur (date, classe de bois, heures de fonctionnement, temps et conditions météo). Avec une capacité de broyage de 20t/h, l'exploitation été limitées à 30 minutes. L'exploitant a présenté en séance le registre broyeur en lien avec le registre des déchets (bois). Depuis janvier 2022, l'exploitant ne consigne plus le fonctionnement horaire quotidien du broyeur limité à 60 t/j. L'exploitant a souligné qu'actuellement les campagnes de broyage sont en moyenne de 30 minutes à 1 heure par jour et seulement 4 jours par semaine (pas d'exploitation le mercredi).
Écart à corriger : La société SBV doit justifier de la consignation dans le registre du broyeur, du fonctionnement horaire quotidien du broyeur limité à 60 t/j (soit 3 heures maximum par jour pour le broyeur de capacité 20 t/h), en lien avec le registre de gestion du bois de classe A.
Observation : Le registre du broyeur peut être complété par les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- date de mise en œuvre de l'arrosage ;- date des opérations de broyage interrompues en période de vent marin portant les poussières vers les zones résidentielles ou lors de période de grand vent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant:

N° 2 : Entretien: ESTHETIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, merlon paysager
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...). En particulier, l'établissement est pourvu des aménagements paysagés suivants : <ul style="list-style-type: none">• une haie de cyprès en limite Nord de l'établissement ;• un merlon paysager couvrant l'ensemble de la façade Ouest des terrains de l'établissement le long de la rue de Madrid ainsi qu'en prolongement de ceux-ci avec un retour en façade Sud. Ce merlon présente une hauteur de 3,5 m ; arboré de différentes essences (Pin maritime, Cyprès, Mimosa, Olivier, Lauriers roses, etc.) et équipé d'un arrosage automatique. Une attention particulière est portée à la conservation de la haie de cyprès située au Nord et au merlon paysager situé à l'Ouest. Les opérations d'entretien de la végétation (merlon, haie de cyprès, enherbement du bassin de rétention, abords) s'effectuent uniquement par intervention mécanique sans utilisation de produits phytosanitaires ou autre produit polluant susceptible d'impacter le milieu naturel.
Constats : De manière générale, les abords de l'installation sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. En particulier, le merlon paysager couvrant l'ensemble de la façade Ouest des terrains de l'établissement le long de la rue de Madrid, est arboré de différentes essences, dont une haie de cyprès complémentaire et nouvellement plantée. Elle dispose d'un arrosage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Poussières: HAUTEUR DES STOCKS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : De manière générale, un contrôle strict de la hauteur des stocks est assuré (pige, repère par rapport aux mégablocs). [...] Article 8.2.5.3. Zone de broyage La hauteur du mur en mégablocs le long de la zone de transit-broyage est de 4 m de haut. Le cloisonnement latéral est érigé afin de limiter les prises au vent. La hauteur des stocks de bois est limité à 3 m maximum, soit 1 m sous la hauteur du mur mégablocs. [...]
Constats : Sur la zone de broyage, la hauteur du mur en mégablocs le long de la zone de transit-broyage est de 4,2 m de haut (soit 7 rangés de mégablocs de 0,60m). Le cloisonnement latéral est érigé à 2,4 m de haut (soit 4 rangés de mégablocs de 0,60m) afin de limiter les prises au vent. Le cloisonnement latéral devra être renforcé en cas de prise au vent des andains. La hauteur des stocks de bois, limité à 3 m maximum (soit environ 1 m sous la hauteur du mur mégablocs) semble respecté. Toutefois le contrôle strict de la hauteur des stocks n'est pas aisément mesurable ; il se limite au calcul du nombre de mégablocs. <u>Conformité à justifier :</u> La société SBV doit mettre en place un repère de hauteur maximal des stocks (limité à 3 m) aisément contrôlable par les opérateurs, le responsable de l'établissement et l'inspection des installations classées. En cas de prise au vent des andains, la hauteur de cloisonnement latéral devra être renforcée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant:

N° 4 : Poussières: VOIES DE CIRCULATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, voirie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin, • des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. <p>Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.</p> <p>En particulier, les différentes voies en enrobé du site et notamment la partie avant du hangar ou les voies internes à la zone de transit/broyage de bois, font l'objet d'un nettoyage hebdomadaire par une balayeuse industrielle équipée d'une aspiration.</p> <p>Constats : De manière générale, les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées, revêtues et convenablement nettoyées.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne semblent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.</p> <p>Les différentes voies en enrobé du site font l'objet d'un nettoyage hebdomadaire par une balayeuse industrielle équipée d'une aspiration. Afin de justifier de cette mesure, l'exploitant a présenté le contrat annualisé avec la société CMB balyage. Ce contrat arrive à échéance le 30/09/2022.</p> <p>L'exploitant signale que cette mesure et émettrice de bruit sur l'heure d'exploitation.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>La société SBV doit confirmer le nettoyage hebdomadaire par une balayeuse industrielle équipée d'une aspiration, de préférence le vendredi après-midi, après l'échéance de contrat au 30/09/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Réponse de l'exploitant:

N° 5 : Pourssières: ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement bois (visée par la rubrique 2791)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le merlon paysager situé à l'Ouest est aménagé de manière à faire barrière de protection pour limiter l'exposition au vent et pour capter les poussières. Afin d'éviter l'exposition des zones résidentielles aux poussières émises lors des opérations de broyage, une attention particulière est portée aux conditions météorologiques. En période de vent marin portant les poussières vers les zones résidentielles, les opérations de broyage sont interrompues. Un dispositif d'aspersion est mis en place permettant l'humidification du bois de l'installation de traitement. Ce dispositif d'aspersion est actif lors des opérations de chargement/déchargement, lors des opérations de broyage et, même en l'absence d'opérations dans la zone et en dehors des horaires de fonctionnement, par temps sec et venteux, si des émissions de poussières sont constatées. La voie interne est maintenue libre de tout stockage et de résidus de broyage sur une largeur de 10 m minimum. Les broyats sont sans délais mis en stock dans leurs zones définitives à l'issue de chaque opération de broyage.
Constats : Dans le cadre de l'instruction de la plainte, l'inspection a demandé à l'exploitant à assister à une campagne de broyage. Lors du contrôle, la météo est favorable avec l'absence de vent. Le dispositif d'aspersion est mis en place permettant l'humidification du bois à traiter. Le dispositif de brumisation du broyeur est également activé. Lors de cette activité, l'inspection n'a pas constaté d'émission de poussière significative, que ce soit lors de la manipulation du bois à traiter, lors du broyage ou lors du stockage du produit fini. Les faibles émissions sont plaquées au sol par l'effet d'humidification. L'ensemble des mesures mises en place pour limiter les émissions de poussières, à savoir le revêtement des sols, le balayage avec aspiration régulier et l'aspersion, semble suffisamment efficace. Le produit fini est immédiatement mis en stockage dans les boxis respectifs. L'exploitant organise l'évacuation du bois traité au fil de l'eau afin de limiter les volumes présents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Poussières: ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, installations de collecte, de transit, regroupement, tri..
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un protocole de transport et d'admission des déchets sur le site, porté à la connaissance des entreprises de transport et faisant partie des documents signés par celles-ci pour l'acceptation des opérations de transport. Ce protocole indique que les déchets doivent arriver bâchés sur site, afin d'éviter les émissions de poussières associées à leur transport.</p> <p>L'ensemble des opérations de déversement des déchets s'effectue sous le bâtiment.</p> <p>Les orientations des ouvertures pour l'admission des déchets sont dirigées vers l'Est, à l'opposé des zones résidentielles.</p> <p>Les opérations portant sur les éléments fins sont exclusivement effectuées au moyen d'équipements disposant de capots, de séparateurs aérauliques avec filtres à manches afin d'éviter la dispersion de poussières dans l'environnement. Le casier des éléments fins (0/6) a une ouverture dirigée vers l'Est ; la benne de stockage des fines (0/18) ainsi que la chute des matériaux depuis le convoyeur sont entièrement bâchées.</p>
<p>Constats : Concernant la zone de collecte, de transit, regroupement, tri, l'inspection n'a pas de remarque particulière. Les opérations de déversement des déchets s'effectue sous le bâtiment. L'orientation des ouvertures pour l'admission des déchets est dirigée vers l'Est, à l'opposé des zones résidentielles. Les opérations portant sur les éléments fins disposent de capots et manches afin d'éviter la dispersion de poussières dans l'environnement.</p>
<p><u>Observation :</u></p> <p>Le protocole de sécurité indique la consigne suivante : « Bâcher et débâcher benne à terre sur la zone spécifique ». L'exploitant admet que cette consigne n'est pas assez explicite et sera complétée par la disposition suivante : « aucun camion correctement bâché ne sera accepté ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Réponse de l'exploitant:

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, protocole de transport et d'admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un protocole de transport et d'admission des déchets sur le site, porté à la connaissance des entreprises de transport et faisant partie des documents signés par celles-ci pour l'acceptation des opérations de transport. Ce protocole indique que, sauf conditions exceptionnelles (travaux par exemple), l'ensemble des trajets d'acheminement ou d'export des déchets est effectué en empruntant la rue de Madrid puis l'Avenue de Bruxelles afin de rejoindre le rond-point de Copenhague sur la RD900A.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté en séance son protocole de sécurité comprenant un plan du site et accompagnée de la FIP (fiche d'information préalable) signée par tous les intervenants. L'inspection a consulté un exemplaire relatif à la société « les clôtures du midi ». Le protocole de sécurité indique notamment les horaires d'ouverture (déchargement de 8h-12h puis 13h-17h et chargement de 8h-12h puis 13h-16h) et les consignes de circulation. Toutefois, le document n'indique pas que l'accès est strictement orienté par la rue de Madrid.</p> <p><u>Écart à corriger :</u> La société SBV doit justifier que le protocole de sécurité signé par tous les intervenants comprend l'obligation suivante : « sauf conditions exceptionnelles (travaux par exemple), l'ensemble des trajets d'acheminement ou d'export des déchets est effectué en empruntant la rue de Madrid puis l'Avenue de Bruxelles afin de rejoindre le rond-point de Copenhague sur la RD900A. »</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant:

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, horaires d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sauf dérogation exceptionnelle définie par l'exploitant dont les dates et horaires sont consignées dans un registre, les activités sont réalisées du lundi au vendredi et de 8h à 12h puis de 13h à 17h. Les activités sont interdites les week-ends et jours fériés.</p> <p>Constats : Comme indiqué dans le protocole de sécurité mise en place par SBV et signé par tous les intervenants, les activités de Sabate Boutan Valorisation (SBV) sont réalisées du lundi au vendredi et de 8h à 12h puis de 13h à 17h. Afin de ne pas dépasser ces horaires, le document précise que le déchargement a lieu de 8h-12h puis 13h-17h et le chargement de 8h-12h puis 13h-16h, laissant le temps nécessaire à la mise en stockage des déchets.</p> <p>La plainte du collectif de riverains (pétition et constats d'huissier de 2021), transmise via la requête de M. le maire de Perpignan en date du 27/06/2022 et qui fait l'objet de la présente inspection, signale une exploitation en dehors des horaires d'ouverture. En réponse, l'exploitant déclare que son établissement ne fonctionne pas en dehors des horaires d'ouverture, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la société SABATE & BOUTAN Transport (SBT) démarre ses camions polybennes tôt et potentiellement à 6h et récupère des bennes vides pour les emmener sur les chantiers le nécessitant ; il ne s'agit en aucun cas d'opérations de vidage de déchets sur le site Sabate Boutan Valorisation (SBV) pour l'activité de tri de déchets et encore moins de fonctionnement de la chaîne de tri ou du broyeur ; - que les entrepôts frigorifiques voisins (zone Saint-Charles) fonctionnent particulièrement tôt le matin (et leurs groupes-froids avec des unités extérieures en continu) avec toutes les émissions sonores afférentes (moteurs de poids-lourds, bips de chariot, chargement et choc de palettes). Les nuisances sonores « dès 6h du matin » ou lors de « jours non ouvrés » sont donc imputées à tort à l'activité de tri, transit, traitement de déchets de Sabate Boutan Valorisation (SBV). <p>En parallèle, l'exploitant a présenté le projet d'aménagement des installations de SABATE & BOUTAN Transport (SBT), comprenant la construction d'un bâtiment administratif, le déplacement du pont bascule, et la création d'une aire de stationnement revêtue en accès direct sur la rue de Madrid. L'aménagement devrait être opérationnel au 1er trimestre 2023. Actuellement les véhicules SBT stationnés au Nord du site, doivent traverser l'exploitation SBV pour récupérer l'accès rue de Madrid au Sud. Cette situation semble créer l'ambiguïté auprès des riverains.</p> <p><u>Observation :</u> L'inspection demande à la société SBV :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'un registre de plainte, permettant la traçabilité des doléances. La mise en œuvre du registre de plainte doit être détaillée (emplacement, horaires, etc) afin que la préfecture puisse informer le collectif de riverains de la démarche à suivre. - la mise en place d'une consigne d'exploitation interdisant les éventuels chargements et déchargement de déchets liés à l'activité de SBV par les véhicules SBT ou d'un intervenant extérieur en dehors des horaires d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite
Réponse de l'exploitant:

N° 9 : Bruit: AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, mesure des émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En raison de la proximité des zones résidentielles, une première mesure des émissions sonores est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis réalisée annuellement. La mesure porte notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les points en limite de propriété et de zone d'activité situés respectivement en limites Ouest et Nord ; - sur les points en zone à émergence réglementée situés respectivement près des habitations à l'Ouest et au Nord. <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée en cas de plainte ou demande de l'inspection des installations classées, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats des mesures des niveaux sonores sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p> <p>Les résultats sont également reportés dans le rapport environnement annuel.</p>
<p>Constats : Conformément à l'article 9.1.3 de l'AP, qui prescrit une mesure des émissions sonores réalisée au plus tard 6 mois après la mise en service de l'installation et dans le cadre de la plainte déposée, l'exploitant a présenté le rapport de mesure acoustique du 15/09/2022 par le bureau Serial Acoustique.</p> <p>Les mesures ont été réalisées le 30 septembre 2022, entre 07h et 17h30 en pleine exploitation du site.</p> <p>Les points de mesure en limite de propriété sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Point A : situé en limite de propriété nord, face à la zone de stockage des déchets triés ; Hauteur : 2m ; • Point B : situé en limite de propriété ouest, face à la zone de broyage ; Hauteur : 2m ; • Point C : situé en limite de propriété est, face à la zone d'arrivée des déchets ; Hauteur : 2m ; • Point D : situé en limite de propriété sud, au niveau du pont bascule ; Hauteur : 2m ; • Point E : situé en limite de propriété sud-ouest, face à l'entrée de la zone de broyage ; Hauteur : 2m. <p>Les points de mesure en zone à émergence réglementée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Point 1 : situé sur la terrasse extérieure de la villa la plus proche au nord du site ; Hauteur : 2m ; • Point 2 : placé sur la terrasse extérieure de la villa située au 13 rue de Naples ; Hauteur : 1er étage ; • Point 3 : représentatif d'une zone de logements individuels au sud-ouest du site ; Hauteur : 2,5m. <p>Le rapport conclu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'aux points de mesure en limite de propriété (A,B,C,D,E), les valeurs réglementaires sont respectées. - qu'aux points de mesure en zone à émergence réglementée (1 et 2), les valeurs réglementaires sont dépassées lorsque le broyeur est en activité. - qu'au point de mesure en zone à émergence réglementée (3), les valeurs réglementaires sont respectées. <p>Les valeurs réglementaires dépassées lorsque le broyeur est en activité, aux points 1 et 2, sont significatives avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point 1 : 7,5 dB(A) mesuré pour 5 dB(A) réglementaire - Point 2 : 9 dB(A) mesuré pour 5 dB(A) réglementaire <p>Mesure à court terme :</p> <p>L'exploitant a immédiatement réagi en positionnant le broyeur au plus près du mur coupe bruit. Une mesure complémentaire en zone à émergence réglementée (1 et 2) apparaît nécessaire afin d'apprécier l'impact de cette disposition.</p>

Mesure à moyen terme :

lors de la visite, plusieurs solutions ont été évoquées, à savoir :

la construction d'un bâtiment complet dont le coût est chiffré à 550 000 € ;

l'érection d'un auvent dont le coût doit être chiffré. Cette solution doit être analysée avec une simulation acoustique,

l'étude d'une réorganisation du site comprenant le déplacement de la zone de broyage.

Ces solutions nécessiteront le dépôt d'un « porté à connaissance ».

Mise en demeure :

La société SBV doit transmettre sous un délai de 3 mois, une nouvelle mesure des émissions sonores justifiant que les activités des installations n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/02/2022, dans les zones à émergence réglementée.

Le rapport de mesure de bruit doit être accompagné d'une présentation des dispositions suffisamment efficaces, mises en place pour revenir au seuil d'émission de bruit réglementaire en zone à émergence réglementée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois